



LE TAGÈTE

Hors série n° 44, 2015

Marcel JB Tardif

Plante herbacée cultivée pour ses fleurs ornementales jaunes ou orangées à senteur poivrée, appelée communément oeillet.

LES MATHÉMATIQUES DE L'IMPOSSIBLE

Dans l'Administration publique on a, on entretient, une méthode d'appréciation des choses¹ qui n'a de pareille nulle part ailleurs dans le monde des organisations. On réduit (les effectifs), sans couper (les services). On ajoute (le budget), sans produire davantage (les services). On comprime (les dépenses), sans réduire (les impôts et taxes). On performe (les résultats affichés), sans améliorer (la satisfaction des clients). On additionne (les structures), là où on soustrait (les stratégies). On divise (le territoire), là où on multiplie (les échecs). Plutôt que de calculer les écarts de rendement sur le service et les éliminer, on publie des statistiques sur la justesse des politiques retenues par le gouvernement. L'économie du régime public n'en sort pas vraiment grandie, mais le discours partisan, lui, y gagne grandement en galon. En somme, on calcule sans évaluer, on établit sans estimer, on chiffre sans compter, on suppute sans peser. On n'examine pas en vue d'améliorer (les dysfonctionnements), on décide en vue de publier (les « bons » résultats). Au total, on a un système qui surestime son état réel d'utilité nationale, parce qu'il sous-estime les carences profondes de son fonctionnement général. C'est le royaume des mathématiques de l'impossible.

À consulter les rapports annuels d'une majorité d'organismes publics, on est étonné du niveau de rendement allégué sur la tâche par chacun. Les données de résultat publiées s'inscrivent sur une courbe de tendance favorable au gouvernement, parce que les enquêtes menées par ses institutions instruisent sur ce qui tourne déjà bien dans la sphère publique. Or, le principe de nouvelle gouvernance publique, entendu dans le sens de nouveau management public², suppose que la performance accusée par les organismes audités s'inscrira dans une trajectoire d'amélioration de leurs résultats et non de fabrication d'état de leurs résultats. Alors que l'objet premier de la gouvernance responsable est la transparence dans la gestion des affaires de l'État, tout ce dont on nous abreuve va dans le sens contraire ou presque. Quand les choses sont trop gênantes, on allège la sécurité de l'État ou la confidentialité des informations personnelles. Mieux encore, on muselle les principaux porte-parole de l'État en plaçant l'information sous le sceau de la discrétion ministérielle (le devoir de réserve). En somme, ce qui transpire, ce ne sont pas les données critiques mais les statistiques marginales sur la condition courante de l'Administration publique. De fait, lorsque les Élus sont au pouvoir, tout en la nation est favorable au développement de la condition sociale des personnes et tout est propice à la croissance des entreprises. Une fois devenus l'opposition officielle, le ton change et la couleur du propos également : tout devient sujet à haute caution, voire à discrédit complet.

Le public ne sait plus où donner de la tête, pour comprendre ce qui est. Il sait cependant entendre, qu'on voudrait qu'il ait une opinion favorable de ce pourquoi il paie. Entretemps, les Élus vont le gaver de statistiques en tous sens, sans qu'une imputabilité n'en ressorte. Chose certaine, une majorité de citoyens en ont ras-le-bol d'une image faussée de leur appareil public... celui qui se réforme moins qu'il ne prétend fonctionner à merveille !

¹ Il serait plus juste de dire « d'appréciation de soi ». Le système justifie ses moyens, jamais il ne valorise sa fin.

² http://fr.wikipedia.org/wiki/Nouvelle_gestion_publique